Des villes pressent Ottawa de lÃ©gifÃ©rer contre les PFAS et les microfibres dans lâ€™eau

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
April 2023

Ã€ l'occasion de la JournÃ©e mondiale de l'eau, l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent a uni sa voix Ã celle de la Ville de MontrÃ©al pour demander aux gouvernements du QuÃ©bec et du Canada de lÃ©gifÃ©rer contre les microfibres et les composÃ©s perfluorÃ©s (PFAS), qui menaceraient la santÃ© des humains, des poissons et des animaux.
Selon l'organisation Ã but non lucratif Ocean Wise, Ã©tablie Ã Vancouver, un foyer nord-amÃ©ricain Ã©met en moyenne 533 millions de microfibres de plastique par an par l'entremise de la lessive Ã domicile. Avec le temps, les textiles perdent des fibres synthÃ©tiques, et c'est souvent dans les cours d'eau que ces minuscules particules de plastique se retrouvent.
Selon une rÃ©cente Ã©tude d'une Ã©quipe de chercheurs de Polytechnique MontrÃ©al, jusqu'Ã 13 tonnes de microplastiques pourraient Ãªtre dÃ©tournÃ©es du rÃ©seau des eaux usÃ©es de MontrÃ©al en filtrant les eaux rejetÃ©es par les laveuses de la mÃ©tropole.

Dans un communiquÃ©, la Ville de MontrÃ©al demande aux gouvernements du QuÃ©bec et du Canada de lÃ©gifÃ©rer afin que les nouvelles machines Ã laver en vente au Canada soient Ã©quipÃ©es de filtres qui recueillent les microfibres provenant du lavage. Cette demande est Ã©galement formulÃ©e par l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, composÃ©e de 230 municipalitÃ©s. Dominique Claveau-Mallet, qui faisait partie des chercheurs de l'Ã©tude rÃ©alisÃ©e par Polytechnique, a indiquÃ© Ã La Presse canadienne que la France et la Californie ont lÃ©gifÃ©rÃ© pour que les fabricants intÃ¨grent des filtres aux machines Ã laver. RÃ©duire les achats de vÃªtements neufs constitue Ã©galement une solution, selon cette professeure adjointe au dÃ©partement des gÃ©nies civil, gÃ©ologique et des mines de Polytechnique. C'est une question de flux. En achetant un nouveau vÃªtement, on ajoute de la nouvelle matiÃ¨re dans le flux, et les vÃªtements neufs rejettent un peu plus de microfibres de plastique que les usagÃ©s.

L'Alliance et la Ville de MontrÃ©al souhaitent Ã©galement que soit interdite la vente de produits contenant des composÃ©s perfluorÃ©s (PFAS) au Canada. Des Ã©tudes menÃ©es au cours des derniÃ¨res annÃ©es ont associÃ© les PFAS Ã divers problÃ¨mes de santÃ© humaine. Les donnÃ©es scientifiques les plus solides portent sur les Ã©lÃ©ments suivants : risque accru de diminution de la rÃ©ponse immunitaire, taux de cholestÃ©rol Ã©levÃ©s chez les enfants et les adultes, problÃ¨mes de croissance chez les fœtus et les bambins, cancer du rein chez l'adulte. Selon SantÃ© Canada, les citoyens sont exposÃ©s aux PFAS principalement par l'ingestion d'aliments, d'eau potable et de poussiÃ¨re.

SantÃ© Canada a lancÃ© une consultation publique ; elle propose de fixer un seuil de 30 nanogrammes par litre, pour la somme des concentrations de PFAS totales dÃ©tectÃ©es dans l'eau potable. Au QuÃ©bec, les Ã©chantillons recueillis dans quatre municipalitÃ©s dÃ©passent le seuil proposÃ© dans la consultation publique de SantÃ© Canada, selon une Ã©tude coÃ© par SÃ©bastien SauvÃ©, professeur au dÃ©partement de chimie de l'UniversitÃ© de MontrÃ©al. Ã€ l'issue d'un conseil municip du 20 mars, la Ville de MontrÃ©al a publiÃ© une dÃ©claration dans laquelle elle indique que compte tenu du principe de prÃ©caution en matiÃ¨re de santÃ©, la solution la plus sensÃ©e et [la plus] efficace est d'interdire la vente de biens et de produits avec des PFAS afin d'Ã©liminer la pollution Ã la source.

La Presse canadienne -Â Radio-Canada